

*Initiatives ministérielles*

conserver la Commission canadienne du blé, que l'Accord de libre-échange ne la remettait pas en question et que l'existence de celle-ci ne courait aucun danger.

Eh bien, comme le gouvernement était en train de modifier la Loi sur l'assurance-récolte, avec l'intention de réduire son engagement financier en vertu de cette loi, il a porté en même temps une attaque contre la Commission du blé; tout d'abord, en retirant l'avoine du champ de compétence de la Commission en matière d'exportation, et maintenant avec cette révision de grande envergure de la Commission elle-même.

Ne m'en voulez pas si je montre sceptique, si je crains qu'une fois de plus, l'idéologie conservatrice qui consiste à supprimer l'intervention du gouvernement conduira à la disparition de la Commission canadienne du blé et à la destruction des exploitations agricoles d'un bout à l'autre du pays. La majorité des agriculteurs de tout le pays continue à préférer la vente centralisée et l'unification du prix des céréales. La Commission canadienne du blé a fait ses preuves. L'année dernière, en particulier, en dépit des progrès réalisés par les Américains et les Européens sur le marché mondial, la Commission du blé a réussi, contre toute attente, à vendre plus de céréales qu'on ne le prévoyait dans ces circonstances.

N'oubliez pas, monsieur le Président, que cette commission a été créée parce que les agriculteurs canadiens n'avaient absolument pas voix au chapitre en ce qui concerne le marché. Il me semble que ce soit la direction dans laquelle le gouvernement veuille à nouveau se diriger.

• (1800)

A une époque où les agriculteurs ont besoin de l'appui du gouvernement et des avantages qui peuvent découler de la coopération et de la mise en commun des ressources, le gouvernement s'efforce de remettre cette industrie entre les mains des négociants en céréales qui ne se soucient que des profits qu'ils peuvent réaliser et non du revenu que peut en tirer l'agriculteur.

Les agriculteurs et les Canadiens doivent se demander si les agriculteurs doivent revenir à un type de marché avec des gagnants et des perdants, où chaque producteur de céréales rivalise avec tous les autres céréaliculteurs de notre pays pour obtenir une part du marché et un prix.

Les représentants du syndicat du blé de la Saskatchewan ont récemment manifesté leur préférence en votant en faveur de la commercialisation méthodique des céréales par l'intermédiaire de la Commission du blé. Le gouvernement d'en face doit faire attention, sinon il risque de soulever les localités et les agriculteurs les uns

contre les autres et de détruire lentement les fondements de l'économie agricole.

Le projet de loi C-48 ne représente qu'une étape de plus dans ce long et tortueux processus qui permet au gouvernement fédéral de se décharger de ses obligations envers notre avenir et les agriculteurs canadiens.

Vous vous rappelez sans doute que j'ai demandé, la semaine dernière, au gouvernement de verser immédiatement 500 millions de dollars aux producteurs, comme l'a demandé l'industrie, afin que ceux-ci puissent préparer leurs semences. La neige fond dans les Prairies et les agriculteurs travaillent dans leur garage et leur abri Quonset à la mise en état de leurs machines agricoles, mais les établissements financiers refusent de leur prêter l'argent dont ils ont besoin pour ensemençer.

Nous n'avons jamais vu une crise aussi grave que celle-là dans les Prairies. Le gouvernement prend plaisir à nous rappeler tout ce qu'il a fait pour l'agriculture. On m'a déjà dit que c'est aux fruits qu'on reconnaît l'arbre.

Donc, si le gouvernement a si merveilleusement aidé l'industrie agricole par le passé, pourquoi traverse-t-elle aujourd'hui une période aussi difficile? Le gouvernement a recouvert la plaie d'un pansement de fortune qui, bien que nécessaire, est maintenant trop mince. Si la crise agricole est une blessure, alors il faut la traiter avec soin, appliquer un tourniquet et bien la soigner pour qu'elle puisse recouvrer la santé.

Jusqu'à maintenant, on s'est contenté d'un pansement de fortune. Jamais l'industrie n'a reçu autant d'aide financière que ces dernières années. Cela ne veut pas dire pour autant que les indemnités versées ou les programmes d'aide étaient appropriés. La crise agricole couve depuis neuf ans. Elle a été provoquée par la gestion inefficace des gouvernements libéraux et conservateurs et par leur réaction tout à fait inappropriée aux demandes du marché international.

Les modifications à la Loi sur l'assurance-récolte, le retrait de l'avoine de la compétence de la Commission du blé, l'interruption du programme de remise en état des embranchements, l'élimination des paiements anticipés sans intérêt, toutes ces mesures font que chaque agriculteur a du mal à réagir individuellement aux mouvements du marché international.

Bien que l'Uruguay Round du GATT se termine cette année, le problème international des subventions à l'exportation n'est pas résolu. Il n'y aura pas de solutions magiques au cours de l'année-récolte à venir. Le gouvernement ne peut pas attendre passivement que le marché règle le problème pour lui.